

pour compte par le gouvernement fédéral. Il n'y reste plus beaucoup de compagnies de transport nationales et d'entreprises de manutention des céréales. Nous n'avons pas de banques—bien au contraire, ce sont les banques qui nous ont. Les gens de métier engagés par l'État sont déjà victimes d'injustice, étant payés à des tarifs régionaux bien en deçà de la moyenne nationale.

Je tiens à remercier le ministre au moins pour ses bonnes intentions.

Le gouvernement peut toutefois faire encore quelque chose. Il peut, par exemple, mettre en fidéicommiss une partie de l'impôt sur le revenu des entreprises et des sociétés, qui remplacerait l'indemnité de départ versée aux travailleurs en cas de mise à pied, qu'il s'agisse de groupes de 50 personnes ou moins.

Le programme proposé est un dernier recours qui ne saurait remplacer le programme de création d'emplois dont avait parlé le ministre dans son exposé du 6 novembre dernier. En réalité, il nous faut élaborer un projet qui favoriserait la relance économique du pays, et les programmes de formation dont a également parlé le ministre sont essentiels et devraient évoluer de concert avec l'expansion économique et la création d'emplois. Dans les provinces de l'Atlantique, il y a lieu d'étendre considérablement les programmes des collèges communautaires et des écoles de formation technique pour relever ce défi. Les programmes d'études supérieures, assortis de méthodes modernes d'enseignement, et les programmes de formation et d'apprentissage en cours d'emploi doivent s'adapter à une politique d'emploi équitable et à une politique de création d'emplois et d'expansion régionale.

Il nous faut mettre sur pied une structure économique semblable au concept des industries de la mer élaboré par le ministère de l'Expansion économique régionale et la Nouvelle-Écosse au mois de juin dernier, qui favorisera l'installation de nouvelles entreprises utilisant les techniques de pointe—les privilégiées de l'économie aujourd'hui—dans les provinces Maritimes pour mettre en valeur les régions nous offrant un avantage égal ou naturel. Pour bénéficier des retombées économiques des mégaprojets énergétiques du Canada, d'une valeur de 400 milliards de dollars, prévus pour la prochaine décennie, le gouvernement fédéral, de concert avec les gouvernements des Maritimes, doit dès maintenant mettre au point une stratégie qui permettra aux habitants de ces provinces d'exploiter cette dynamique nationale et d'en faire un instrument d'expansion.

Puis-je dire qu'il est 6 heures, monsieur l'Orateur?

[Français]

L'Orateur suppléant (M. Ethier): A l'ordre! Comme il est 6 heures, je quitte maintenant le fauteuil pour le reprendre à 8 heures ce soir.

(La séance est suspendue à 6 heures.)

REPRISE DE LA SÉANCE

La séance reprend à 8 heures.

[Traduction]

M. l'Orateur adjoint: Quand nous avons suspendu la séance à 6 heures, le député de York-Sunbury (M. Howie) avait la parole.

Prestations d'adaptation pour les travailleurs

M. Howie: Monsieur l'Orateur, avant la pause, je parlais de la participation aux mégaprojets énergétiques, d'une valeur de 400 milliards de dollars, prévus pour la prochaine décennie, et de leurs retombées économiques. Je disais qu'Ottawa et les provinces maritimes devraient agir dès maintenant si nous voulions mettre en place une stratégie susceptible de permettre à cette région du pays de se servir de cette dynamique nationale et d'en faire un instrument d'expansion dont elle a grandement besoin.

Cependant, les futurs employés ont besoin d'une formation intensive pour profiter de ces possibilités. Il faut des installations et des fonds. Les Maritimes n'ont pas l'assiette fiscale nécessaire. Il faut investir dans nos provinces pour nous permettre de créer et de pourvoir en personnel des industries secondaires qui nous aideront à nous en sortir. Au lieu d'aumônes et de subventions, nous avons besoin d'investissements. Faute de quoi, le dernier recours pour la plupart des Canadiens est souvent le seul recours possible pour ceux des Maritimes.

Entre autres, nous devons empêcher de nouvelles réductions du financement des programmes établis pour les Maritimes, réductions prévues dans les tableaux déposés par le ministre des Finances (M. MacEachen). Nous avons besoin d'importantes augmentations des crédits alloués par le gouvernement fédéral et provincial à la recherche et au développement, ainsi qu'à l'enseignement secondaire, dans le cadre d'objectifs régionaux et nationaux appliqués aux provinces Maritimes. Si nous ne formons pas aujourd'hui des Canadiens, nous devons importer demain la plupart de nos futurs dirigeants et ouvriers spécialisés.

Enfin, je ne veux pas retarder l'adoption de ce bill qui vise à atténuer la misère humaine, la pauvreté discrète, la gêne et les difficultés réelles que connaissent un nombre croissant de Canadiens frappés par le chômage. Près de la moitié de nos chômeurs sont dans le groupe des 15 à 24 ans et ce bill ne les touche pas. Cependant, certaines mesures que j'ai proposées pourront leur venir en aide si le ministre accepte de convoquer une réunion des ministres qui ont conçu le programme à l'étude et d'en discuter avec eux.

Je lui demande, à lui qui est nouveau au ministère, de faire preuve de leadership en abandonnant l'orientation catastrophique qu'on a donnée au pays et d'instaurer un climat favorable à l'industrie, à la concurrence et à la relance économique. Parmi les pays commerçants, le Canada peut récupérer la deuxième place après être tombé à la quatorzième aux plans de la concurrence et du niveau de vie. Nous pourrions même prendre la première. Tout ce qu'il faut pour faire disparaître la frustration des travailleurs âgés incapables de trouver du travail et le désenchantement des jeunes qui en cherchent, c'est la volonté nationale et la détermination politique du gouvernement.

J'espère que le ministre fera entendre une voix neuve aux délibérations de son gouvernement fatigué par l'âge, qu'il l'invitera à renoncer aux politiques économiques stériles du XVIII^e siècle pour amorcer un nouveau départ au profit de notre jeune pays qui a vraiment les moyens de se poser en leader mondial en fournissant de bons emplois à toute sa population et en faisant régner le niveau de soins et de vie le plus élevé du monde.